



Cofinancé par
l'Union européenne



ARRÊTÉ modificatif n° 2025_B_23017

Portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER de l'intervention régionale « Préservation et restauration des sites Natura 2000 : contrats Natura 2000 », déclinée de l'intervention 73.04 du Plan Stratégique National en Bourgogne-Franche-Comté.

Le Président de la Région Bourgogne-Franche-Comté,

VU :

- L'arrêté n°2024-B-11281 du 19 décembre 2024 portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER de l'intervention régionalisée Préservation et restauration des sites Natura 2000 contrats Natura 2000 ;

Sur proposition du Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté,

ARRÊTE

Article 1 : Objectif de l'arrêté

Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n°2024-B-11281 du 19 décembre 2024 portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER de l'intervention régionalisée Préservation et restauration des sites Natura 2000 contrats Natura 2000.

Article 2 : Modification de l'article 3.B Conditions d'éligibilité générales

L'article 3.B est modifié comme suit :

« Le projet doit être situé en Bourgogne-Franche-Comté ou localisé en majorité sur le territoire régional dans le cas d'un site coordonné par la région Bourgogne-Franche-Comté.

Tous les sites Natura 2000 terrestres ou comprenant une partie terrestre, désignés ou proposés à désignation sont éligibles. Les actions éligibles doivent s'inscrire dans les

listes annexées au présent arrêté dénommées annexe 2 relative à la description des actions éligibles aux contrats Natura 2000 forestiers » et annexe 3 présentant la « Description des actions éligibles aux contrats Natura 2000 ni agricoles ni forestiers ».

Les parcelles éligibles sont incluses dans le site ; pour les parcelles à cheval sur la limite, elles peuvent être éligibles sur avis du service instructeur en se basant sur la proportion du terrain concerné et l'intérêt écologique de la zone. **Les actions financées dans le cadre de ce dispositif peuvent être réalisées en dehors des périmètres officiels des sites Natura 2000 dans le cas d'un secteur en cours d'intégration au réseau.**

Le Document d'Objectifs (DOCOB) liste les actions contractuelles pouvant être mises en œuvre via des contrats sur le site concerné et précise si besoin les cahiers des charges.

Les contrats font l'objet d'une sélection en amont par les animateurs en fonction du DOCOB.

Pour les cas particuliers des contrats forestiers :

Les propriétaires ou gestionnaires des bois, forêts et terrains à boiser relevant du régime forestier se référant à l'article 211-1 du Code forestier ne peuvent prétendre à la signature d'un contrat Natura 2000 que si ces bois, forêts et terrains à boiser sont dotés d'un document de gestion satisfaisant aux exigences du Code forestier.

Les propriétaires forestiers dont les forêts doivent être dotées d'un plan simple de gestion (PSG) au titre de l'article L312-1 du Code forestier ne peuvent prétendre à la signature d'un contrat Natura 2000 que si un tel plan, agréé par le Centre régional de la propriété forestière, est en vigueur.

Toutefois, par dérogation, un contrat Natura 2000 peut être signé en l'absence de plan simple de gestion ou d'aménagement forestier :

- pour ne pas retarder des projets collectifs ;
- pour ne pas bloquer des travaux urgents lorsque la forêt est momentanément dépourvue de plan simple de gestion ou d'aménagement forestier, celui-ci étant effectivement en cours de renouvellement.

Pour le cas particulier des contrats forestiers visant la sénescence :

Les contrats favorisant la sénescence de plus de 20 hectares doivent se conformer à une stratégie établissant le principe d'une trame de vieux bois. »

Article 3 : Modification de l'article 3.C Dépenses éligibles

« Pour chaque type d'opération éligible à une aide, les annexes 2 et 3 du présent arrêté fixent les actions éligibles, les éventuels coûts simplifiés et éventuels plafonds des opérations ainsi que les engagements minimums du bénéficiaire.

Sont éligibles les investissements et dépenses non-productifs portant sur :

- Les frais de prestations de service ;
- Le cas échéant, le surcoût généré par une opération prévue dans le contrat par rapport à une prestation de service classique (pour les mesures mentionnant un surcoût) ;

- L'achat d'équipements et de fournitures directement et intégralement liés à l'opération;
- Les frais de personnels supportés par le bénéficiaire nécessaires à la réalisation de l'opération et comportant un lien démontré avec celle-ci ;
- Les frais d'études et frais d'expert (suivi de chantier, diagnostic à la parcelle si celui-ci n'a pas déjà été financé par ailleurs) ;
- Les frais d'amortissement du matériel dans le respect des conditions établies à l'article 4 du décret n° 2023-5 du 3 janvier 2023 ;
- Les coûts indirects selon un taux forfaitaire de 15 % des frais de personnels directs éligibles ;
- La TVA **intégralement et définitivement** supportée par le bénéficiaire ;
- Le manque à gagner lié à la non intervention le cas échéant selon des barèmes pré-établis. »

Article 4 : Modification de l'article 3.D Dépenses inéligibles

L'article 3.D est modifié comme suit :

« Sont exclus :

- Les diagnostics et études réalisés au titre de l'animation des sites,
- Les dépenses liées à la mise en place de mesures compensatoires (loi sur l'eau, protection des espèces protégées, urbanisme, défrichement...),
- L'achat de gros matériels tels que véhicules ou engins professionnels,
- Le matériel d'occasion,
- La location d'animaux reproducteurs, ou l'achat de saillie,
- Le bénévolat,
- Les impôts et frais financiers,
- Les investissements financés par voie de crédit-bail ou équivalent (location-vente, lease back...),
- **L'achat de terrain,**
- L'ensemble des coûts rendus inéligibles par les règlements européens et plus précisément ceux référencés à l'article 73 du Règlement 2021/2115 du 2 décembre 2021, **notamment** :
 - l'acquisition de droits de production agricole ;
 - l'acquisition de droits au paiement ;
 - l'acquisition d'animaux et l'acquisition de plantes annuelles ainsi que la plantation de ces dernières, à des fins autres que :
 - (i) la reconstitution du potentiel agricole ou forestier à la suite de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques ;
 - (ii) la protection des animaux d'élevage contre les grands prédateurs ou l'utilisation dans la sylviculture en lieu et place des machines ;
 - (iii) iii. la reproduction des races menacées au sens de l'article 2, point 24), du règlement (UE) 2016/1012 du Parlement européen et du Conseil au titre des engagements visés à l'article 70 ; ou
 - (iv) iv. la préservation des variétés végétales menacées d'érosion génétique au titre des engagements visés à l'article 70 ;
 - les intérêts débiteurs, sauf en ce qui concerne des subventions accordées sous la forme de bonifications d'intérêts ou de contributions aux primes de garantie ;

- des investissements dans des infrastructures à grande échelle, telles qu'elles sont déterminées par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC, ne relevant pas des stratégies de développement local mené par les acteurs locaux définies à l'article 32 du règlement (UE) 2021/1060, à l'exception du haut débit, des mesures de prévention des inondations ou de protection des côtes visant à réduire les conséquences de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques susceptibles de se produire ;
- les investissements dans le boisement non compatibles avec des objectifs en matière d'environnement et de climat conformes aux principes de gestion durable des forêts tels qu'ils sont définis dans les lignes directrices paneuropéennes pour le boisement et le reboisement. »

Article 5 : Modification de l'article 5.A Eligibilité temporelle

L'article 5.A est modifié comme suit :

*« L'incitativité de l'aide sera analysée par le service instructeur. Dès lors qu'il est démontré que l'opération s'inscrit hors champs concurrentiel, **seules les dépenses qui ont été engagées après le 01 janvier 2023 peuvent être éligibles. Par ailleurs les travaux de l'opération ne doivent pas être achevés physiquement et financièrement au moment du dépôt de la demande d'aide. Dans le cas contraire le projet est inéligible.** »*

Les autres dispositions de l'article 5.A sont inchangées et demeurent applicables.

Article 6 : Modification de l'article 5.B Circuit de gestion des dossiers

L'article 5.B est modifié comme suit :

*« Les modalités d'instruction de l'aide, de son paiement et de son contrôle s'appuient sur le corpus réglementaire applicable aux interventions du FEADER régionalisées en Bourgogne-Franche-Comté pour la période 2023-2027 visé dans cet arrêté.
Le dépôt des demandes d'aide se réalise au fil de l'eau à compter de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 30 juin 2027.*

Les porteurs de projet ayant déposé un contenu minimal conforme soit par lettre d'intention ou sous EUROPAC bénéficient d'une date de début d'éligibilité postérieure au 01 janvier 2023. Dans le cas des lettres d'intention, ils doivent toutefois déposer une demande d'aide détaillée au titre de cet appel à projets.

Dans certains cas, un régime d'aides d'Etat notamment celui relatif aux zones rurales SA.108225 peuvent impliquer l'effet incitatif.

*Le dossier de demande d'aide est à déposer sur la plateforme EURO-PAC, accessible à l'adresse suivante : <https://europac.bourgognefranchecomte.fr>
Pour tous renseignements sur le remplissage du dossier en ligne, vous pouvez contacter l'adresse suivante : natura2000@bourgognefranchecomte.fr*

Des tutoriels seront également à votre disposition pour la prise en main de la nouvelle plateforme EURO-PAC (création d'un compte Tiers, Saisie d'une demande d'aide), vous pourrez les consulter ici :

<https://www.europe-bfc.eu/ressource-documentaire/euro-pac-tutoriels/>

Ce qui est attendu lors du dépôt du dossier :

- saisie et validation de la demande d'aide sur la plateforme Euro-PAC par le porteur de projet,

- pour être recevable, la demande d'aide doit contenir, à ce stade, a minima, les informations suivantes :

a) le nom et la taille de l'entreprise ;

b) la description du projet ou de l'activité, y compris ses dates de début et de fin ;

c) la localisation du projet ou de l'activité ;

d) la liste des dépenses prévisionnelles ;

e) le type (subvention) et le montant du financement public sollicité.

Une fois la demande validée sous EURO-PAC, le porteur de projet recevra un mail automatique lui confirmant l'enregistrement de sa demande d'aide. Il ne pourra plus la modifier.

Si les informations minimales décrites ci-dessus ont bien été transmises et sont conformes, le porteur de projet recevra un accusé de réception indiquant la date de début d'éligibilité des dépenses (à la date de validation de la demande d'aide). Cet accusé de réception ne vaut pas promesse de subvention.

Pour les porteurs de projet ayant préalablement déposé une lettre d'intention et qui ont déjà reçu un accusé de réception fixant la date de début d'éligibilité des dépenses, c'est la date de l'accusé de réception de la lettre d'intention qui sera prise en compte. L'accès à la plateforme Euro-PAC sera redonné au porteur de projet par le service instructeur pour qu'il puisse compléter son dossier le cas échéant.

Pour être instruit, le dossier de demande d'aide doit au préalable être complet, c'est-à-dire que les conditions ci-dessous doivent être réunies :

- toutes les rubriques de la demande d'aide sont complétées sous EURO-PAC ;

- les engagements sont souscrits ;

- toutes les pièces justificatives nécessaires sont jointes ;

- toutes les réponses ont été apportées aux questions complémentaires posées par le service instructeur ;

- si le projet est concerné, les autorisations réglementaires afférentes doivent avoir été demandées.

Les dates d'envoi des documents via la messagerie EURO-PAC sont les dates faisant foi.

Lorsque le dossier est complet, un accusé de réception de dossier complet est établi sans préjuger de l'attribution ou non d'une aide en fonction des conclusions de l'instruction.

Éligibilité des dépenses :

Pour attester de l'éligibilité des dépenses sur devis dont le montant est supérieur à 4000 € HT, la vérification du caractère raisonnable des coûts est réalisée.

La mise en place de dispositifs d'options coûts simplifiés (OCS) sur cette intervention entraîne l'absence de vérification du caractère raisonnable des coûts pour les dépenses concernées par le périmètre de l'OCS en question.

Dans le cas des marchés publics, la date de commencement du marché public (notification) constitue un commencement d'exécution de l'opération.

Délai de fin d'engagement :

L'achèvement de l'opération et le dépôt au service instructeur de la dernière demande de paiement devront intervenir au plus tard aux dates limites qui seront fixées dans la décision juridique attribuant l'aide. »

Article 7 : Modification de l'annexe F12 - Dispositif favorisant le développement de bois sénescents – 1. Arbres disséminés

Cette annexe est modifiée comme suit :

« Coût simplifié

L'indemnité est calculée selon un coût simplifié par essence et par classe de diamètre présenté ci-après.

<i>Essences</i>	<i>Classe de diamètre</i>	<i>Montant</i>
<i>Chêne, Epicéa, sapin</i>	<i>60 à 70 cm</i>	<i>200 €/tige</i>
	<i>75 et plus</i>	<i>300 €/tige</i>
<i>Hêtre, Frêne, Erables, Ormes, Tilleuls, Fruitiers, Charme</i>	<i>50 à 60 cm</i>	<i>90 €/tige</i>
	<i>65 et plus</i>	<i>160 €/tige</i>
<i>Autres feuillus</i>	<i>40 cm et plus</i>	<i>50 €/tige</i>

NB : les classes de diamètre sont centrées sur le diamètre indiqué ; par exemple classe de diamètre 50 = de 47,5 à 52,5 cm. Diamètre mesuré à 1,30 du sol. »

Les autres dispositions de cette annexe sont inchangées et demeurent applicables.

Article 8 :

Le présent arrêté s'applique pour tous les dossiers à compter de la date d'ouverture de l'appel à projets, soit le 19 décembre 2024.

Article 9 :

Toutes les autres dispositions de l'arrêté n°2024-B-11281 sont inchangées et demeurent applicables.

Article 10 :

Monsieur le Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région.

Fait à Dijon, le

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,

Olivier RITZ